

Union communiste internationaliste (trotskyste)

### Pas question de défendre leur démocratie bidon !

L'État belge, au cœur d'une Europe soi-disant « championne de la démocratie », ne respecte pas ses propres lois!

Le 13 septembre, le Conseil d'État, l'institution censée vérifier que les décisions du gouvernement sont légales, a suspendu l'instruction du gouvernement de refuser un logement aux hommes seuls ayant demandé l'asile. La mesure jugée illégale devait donc être suspendue.

Mais qu'à cela ne tienne! La secrétaire d'État à l'asile et à la migration, Nicole de Moor (CD&V), a tout simplement déclaré qu'elle maintenait sa décision.

Si le gouvernement n'a aucun souci à fouler aux pieds ses propres lois tout en se disant démocratique, c'est parce que la démocratie qu'il prétend défendre est bidon!

Les lois, les règles qui sont fixées, ne tiennent que lorsque cela arrange les capitalistes, le patronat et le gouvernement. Nos voisins en France ont vu Macron faire passer, contre l'avis de la majorité de la population et des députés, l'augmentation de l'âge du départ à la retraite car le grand patronat en avait décidé ainsi.

Partout, les actionnaires des grandes entreprises outrepassent les lois ou les font changer pour qu'elles aillent dans le sens de leurs intérêts. La multinationale de la chimie Bayer, qui a déjà été condamnée par trois fois à indemniser des

agriculteurs tombés malades à cause de l'herbicide Roundup (glyphosate), n'a eu aucun souci à obtenir de l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments qu'elle rende un avis favorable au maintien du glyphosate sur le marché pour dix nouvelles années. Et dans la construction par exemple, pas un jour ne passe sans qu'une loi sur la sécurité au travail ne soit bafouée!

A l'inverse, quand ça l'arrange, le grand patronat utilise les lois contre les travailleurs. Quand le gouvernement, pour limiter la hausse des salaires, décide de retirer le prix des carburants du calcul de l'indexation, il fait un cadeau aux entreprises qui utilisent simplement cette nouvelle loi pour attaquer les salaires. On l'a vu aussi lorsque Delhaize a obtenu de la justice l'envoi d'huissiers sur les piquets.

Les lois sont utilisées par le patronat pour tenter de mieux écraser les travailleurs et sont vite oubliées quand elles font obstacle au profit.

Rien que sur la question des demandeurs d'asile, tout le monde sait bien que la majorité des nouveaux arrivants qui n'obtiennent pas de régularisation sont employés au noir. Cela y compris par des grandes firmes dans le bâtiment et dans l'Horeca, ces secteurs qui sont officiellement en « pénurie » de personnel mais qui tournent tout de même à plein régime, en exploitant celles et ceux qui, du fait de ne pas avoir de papiers, n'ont d'autre choix que d'accepter les travaux les plus ingrats et les moins payés, quand ils

reçoivent un salaire. Là, actionnaires, police et juges ferment les veux.

Nicole de Moor, qui a décidé fin août de ne plus loger les hommes seuls, le sait. Tout comme elle sait qu'il serait tout à fait possible de trouver des bâtiments inoccupés où accueillir les demandeurs d'asile.

Elle prétend qu'il manque de places mais elle sait aussi que des places, ça se crée. Surtout que l'on sait depuis des années que le nombre de demandeurs d'asile augmente et va continuer d'augmenter à cause de la misère grandissante et des guerres dans les pays du Sud et aussi en Ukraine.

On manquerait de moyens? Mais des pays comme le Kenya, qui ont un PIB par habitant 25 fois plus petit que la Belgique, accueillent annuellement plus de demandeurs d'asile!

Si le gouvernement s'y refuse c'est par démagogie politique, pour aggraver les divisions au sein de la population. Tout comme c'est une volonté politique du gouvernement flamand de dépenser un tiers de son budget de 2022 en subsides aux entreprises, ou de l'État belge d'augmenter les dépenses militaires au détriment des budgets des services publics utiles à toute la population.

Et ce sont ces mêmes dirigeants qui bafouent leur prétendue démocratie, qui annoncent ensuite qu'il faut économiser (sur les services utiles à la population par exemple) afin de financer l'achat de matériel militaire envoyé en Ukraine soi-disant pour « défendre les valeurs démocratiques occidentales ».

Les travailleuses et les travailleurs ont intérêt à dénoncer partout l'hypocrisie des dirigeants et la

tromperie de leur « démocratie ». Afin que lorsque leurs crises et leurs guerres pousseront des millions d'hommes et de femmes à la révolte, le camp des travailleurs ait conscience que la façade légale de cette soi-disant démocratie ne peut pas être ravalée.

Et qu'il faut renverser le capitalisme dirigé par une minorité de parasites, supprimer la propriété privée des capitaux et des grandes entreprises, pour que ce soit la totalité de la population qui décide vraiment.

### Le capitalisme nuit gravement à la santé

#### **Du fric sur les malades**



En 2011, la ministre de la Santé Laurette Onkelinx (PS) a fait passer une loi autorisant le gouvernement à passer des « contrats secrets » avec l'industrie pharmaceutique, donc totalement opaques pour la population.

Dernièrement, des journalistes ont diffusé une enquête montrant la réalité de ces contrats : dissimuler ou gonfler les prix réels que les entreprises pharmaceutiques imposent.

Alors qu'il y a une pénurie de médicaments, 3,2 milliards d'euros seraient versés cette année aux sociétés pharmaceutiques grâce à ces fameux contrats secrets, mais pour combien de médicaments en réalité?

## Notre santé contre leurs profits

La Commission européenne propose de renouveler l'autorisation du glyphosate pour dix ans. L'Organisation Mondiale de la Santé avait classé ce produit comme cancérigène probable, contrairement à l'agence européenne des produits chimiques.

Dangereux ou pas, renouvelé ou pas, les lobbys du capital et des entreprises comme Monsanto ou Bayer n'ont rien à faire de la santé des travailleurs et sont prêts à faire prendre tous les risques aux populations.

Un autre produit, le chlordécone, avait été reconnu comme toxique en 1960 et malgré son interdiction en France en 1990, les capitalistes aidés des politiques ont continué à en utiliser jusque dans les années 2000, créant des ravages dans les populations martiniquaise et guadeloupéenne. Ce produit a empoisonné toute la région et favorise l'apparition de cancer du sang, de la prostate, ou la maladie de Parkinson.

Alors classé cancérigène ou pas, glyphosate comme chlordécone, la dangerosité des produits ne signifie rien face à la soif de profit du grand patronat.



# Plomb: capitalistes empoisonneurs!

Une étude scientifique révèle que les impacts sanitaires de l'exposition

au plomb ont été largement sousestimés. Chaque année, plus de 5 millions d'adultes dans le monde meurent de maladies cardio-vasculaires provoquées par l'exposition au plomb. Le plomb atteint également le développement du cerveau de millions d'enfants, ce qui provoque la diminution de leur quotient intellectuel ou l'apparition de troubles mentaux.

En 2020, c'est 400 000 enfants en Belgique qui sont intoxiqués au plomb. L'exposition au plomb touche également nombre de travailleurs, par exemple dans les secteurs de la construction, la fabrication de céramique, la fabrication et le recyclage de batteries et de produits électroniques, la fabrication de cristal, de plastique, la manipulation de certaines colles dans l'industrie automobile...

Mais l'exposition au plomb de la population provient aussi de peintures murales, des vieilles canalisations d'eau, de jouets, de boîtes de conserve, de cosmétiques et d'autres produits de consommation, en particulier les moins chers à destination des classes populaires.

Les pays les plus touchés par les dégâts provoqués par le plomb sont les pays pauvres soumis aux diktats des actionnaires des multinationales. C'est dans ces pays que se réalise en grande partie, dans des conditions d'exploitations terribles, le

Abonnement : 22 € pour 20 numéros, ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC: BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

recyclage des batteries au plomb, des déchets électroniques ou l'extraction des métaux.

Et, alors que dans les pays riches, le plomb est interdit dans les carburants automobiles depuis les années 80, les multinationales du pétrole ont continué, dans les pays pauvres, à vendre leurs carburants au plomb. Se rendant ainsi responsable de la mort prématurée de millions de personnes.

La toxicité du plomb est connue depuis très longtemps. Pourtant, pour faire plus de profit, les capitalistes n'ont jamais hésité à s'en servir dans les matériaux manipulés par les travailleurs ni dans les marchandises qui leur étaient vendues.

En 2007 encore, la multinationale du jouet Mattel et sa filiale FisherPrice ont, en toute connaissance de cause, vendu des jouets dont la peinture ou d'autres revêtements contenaient une quantité de plomb supérieure à la limite légale, prenant ainsi le risque d'intoxiquer de nombreux enfants !

Les capitalistes assoiffés de profits n'ont de respect ni pour la santé ni pour la vie humaine.

### **Chauve-souris ou lobby?**

Un projet de construction de six éoliennes, capable de répondre aux besoins de 16 000 foyers, a été refusé dans la province du Luxembourg.

Officiellement, le refus vient du ministre Borsus (MR) qui aurait peur des risques pour... les chauves-souris! De l'autre côté, la ministre Ecolo, Tellier,

pousse le dossier malgré les dangers pour ces pauvres chauves-souris.

Ils ont échangé leurs scripts ! Ou alors, serait-ce un prétexte qui cache les conflits d'intérêts et de gros sous ?



### Hausse des prix et hausse des profits

## Prix qui grimpent, les salaires doivent suivre!

Même si elles ne font plus la une des journaux, les hausses de prix se poursuivent : en un an, la nourriture a encore augmenté de 14%, et aujourd'hui les carburants flirtent ou dépassent les 2€ par litre!



L'indexation, qui ne tient même pas compte des carburants, ne suffit pas à compenser l'explosion des prix et en plus elle s'effectue avec retard l

Le pouvoir d'achat est rogné mois après mois. Les organismes d'aide alimentaire ne cessent de voir le nombre d'usagers augmenter. De plus en plus de travailleurs, même ceux qui ont un emploi, doivent recourir à leurs services.

Pour se défendre face à la hausse des prix, il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations en prenant sur les profits!

Et des profits, il y en a : rien qu'en 2022, c'est 8 milliards de dividendes qui ont été distribués aux actionnaires des entreprises belges, sans qu'ils n'aient eu à travailler une seule seconde!

### Rage taxatoire

Beaucoup de ceux qui possèdent une maison ont eu une mauvaise surprise en recevant leur avertissementextrait de rôle pour le précompte immobilier (c'est-à-dire les taxes à payer pour la propriété de sa maison).

En fonction des communes, le montant du précompte peut s'accroître de 20% par an. Depuis 2018, le précompte immobilier a augmenté de 50% à Anderlecht et à Forest, 45% à Schaerbeek et 40% à Evere.

Cette hausse touche des millions de ménages propriétaires de leur maison. Quant aux grands propriétaires, comme les grandes entreprises de l'immobilier, ils répercutent directement cette hausse en faisant payer davantage les locataires.

Les gouvernements fédéraux et régionaux font depuis quarante ans des coupes dans les dépenses publiques qui plombent les finances des communes.

Ces politiques d'austérité vont s'aggraver avec l'augmentation des budgets militaires. Les communes compensent en augmentant les taxes payées par la population.

Mais pour refinancer les budgets, c'est sur les profits des multinationales qu'il faut prendre!



## Prisons surpeuplées, maltraitance et récidive



Les prisons belges sont surpeuplées. À la prison de Lantin par exemple, près de 849 personnes sont entassées pour 694 places. Au niveau du pays, il y a en moyenne 110 prisonniers pour 100 places. Et cette situation va encore empirer.

Une nouvelle loi entre en vigueur pour forcer l'application des « petites peines » de 2 à 3 ans d'emprisonnement, qui étaient jusqu'alors généralement exécutée avec un bracelet électronique. Et de plus en plus de malades se retrouvent en prison au lieu d'être soignés dans des hôpitaux psychiatriques dont les places se réduisent.

La surpopulation des prisons provoque des conditions de vie inhumaines et dégradantes pour les prisonniers et des situations impossibles pour les travailleurs des prisons: tensions entre détenus, promiscuité, manque d'intimité, d'hygiène, déclin de la santé des détenus, manque de suivi par les médecins, assistants sociaux et psychologues, difficultés d'organisation des visites familiales, des activités et formations, nombre de douches réduites, pose de matelas par terre, voire absence de matelas, manque de serviettes de bains, d'oreillers, de sous-vêtements, de pantalons ou de chaussures en bon état...

En Belgique, près de 1 personne sur 1000 est emprisonnée. Et ce chiffre augmente encore dans les classes populaires, car comme le rappelle la section belge de l'Observatoire international des prisons, « La prison est avant tout une institution pour pauvres », les plus riches étant moins sanctionnés.

Au 19ème siècle déjà, Karl Marx parlait de « justice de classe ». Il faut par exemple se souvenir du cas des meurtriers de Sanda Dia, ce fils d'ouvrier, qui a été tué lors d'un bizutage étudiant en 2018, et dont les tortionnaires, tous issus des familles dorées, ont été acquittés ou n'ont été condamnés qu'à quelques centaines d'heures de travaux d'intérêt général!

La surpopulation en prison augmente aussi la récidive des petits délinquants: trop de détenus, c'est moins de possibilités d'accompagnement, moins d'aide à la réinsertion et finalement plus de risque de retomber dans la délinquance.

Contrairement à la Belgique, qui dorénavant privilégie l'application des petites peines, les Pays-Bas, ont fait le choix depuis une quinzaine d'années, de permettre au procureur d'opter pour une sanction « sans prison », avec une baisse de la récidive.

En plus des exemples comme celui des Pays-Bas, c'est l'expérience des associations et des travailleurs des prisons qui montre qu'il est souvent préférable d'employer d'autres moyens que l'emprisonnement pour lutter contre les comportements antisociaux. Et lorsqu'il y a emprisonnement, il est dans l'intérêt public d'assurer aux détenus des conditions de vie et un accompagnement qui leur permettent de sortir de la délinquance. Sans quoi, la prison devient « l'école du crime ».

## Le marché juteux des prisons

Mais tout cela réclame non seulement des budgets, mais que ces budgets soient utilisés de manière utile à la population! Or, c'est tout l'inverse de la politique de l'État belge.

En effet, depuis des décennies les gouvernements affirment que la construction de nouvelles prisons est le meilleur moyen de remédier à la surpopulation carcérale. C'est plutôt en réalité un excellent moyen d'offrir de juteux marchés à de grandes entreprises de la construction!

Depuis 2008, les projets de constructions de nouvelles prisons se sont multipliés sous la formule du « partenariat public-privé » en faisant ainsi un grand pas dans la direction de la privatisation des prisons.

Concrètement, ce sont des sociétés privées réunies en consortiums de grande taille, choisis dans la plus grande opacité par des politiciens, qui s'occupent de la conception architecturale, de la construction, du financement, mais également de la maintenance de ces nouvelles prisons. En échange, l'État s'engage pour plusieurs dizaines d'années à rémunérer le consortium avec l'argent public. À la fin du contrat, l'État devient propriétaire de la prison.

Ainsi, pour les consortiums comme Eiffage ou Invesis, les prisons deviennent de véritables poules aux œufs d'or. Pour la seule prison de Marche-en-Famenne, le consortium Eiffage touche plus de 12 millions d'euros par an! Cela veut dire qu'Eiffage, qui avait investi 83 millions d'euros dans la prison, aura reçu de l'État plus de 300 millions d'euros à la fin des 25 ans de contrat!

Dans la société capitaliste, la délinquance et les comportements antisociaux sont dans la grande majorité les fruits pourris de l'exploitation capitaliste et des atteintes à la propriété.

Quand ils sont le fait de riches bourgeois, la Justice et l'État ne manquent pas de larmes pour pleurer et demander des réductions ou des adaptations de peines, quand ils ne ferment pas tout simplement les yeux.

Quand les infractions sont le fait de pauvres et de petits délinquants, les ministres et les magistrats sont trop remplis de mépris pour laisser échapper l'occasion d'enfermer de pauvres diables en prison, dans les pires conditions, aux plus grands profits de capitalistes, et aux frais des contribuables.

### S'éveiller à la vie... dans une société sans avenir...

Les quatre heures d'Éveil à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) ont mobilisé des intégristes catholiques et musulmans ainsi que l'extrême droite raciste. Quant à ceux qui sont allés jusqu'à mettre le feu à des écoles, ils ont bien montré le peu de respect qu'ils ont des enfants et de leurs enseignants!

Cela fait beaucoup d'agitation pour quatre heures de formation sur tout le parcours scolaire, qui souvent ne seront même pas données. Car entre l'effet d'annonce des ministres et les moyens pour la réalisation, il y a un gouffre!

Et puis quatre heures est ridiculement peu pour permettre aux jeunes de comprendre la valeur des rapports affectifs et sexuels qui vont marquer les jeunes dans leur vie d'adulte, face aux flots de pornographie d'Internet.

Ni l'école, ni les parents ne peuvent protéger les enfants de cette société de mensonge, d'oppression, d'exploitation, de violence, qui en sont la base. Les relations amicales, affectives et sexuelles elles-mêmes y échappent difficilement. Peu importe d'ailleurs qu'elles soient entre une femme et un homme ou de personnes du même sexe!

Que ces quatre malheureuses heures aient suscité autant d'émoi, bien au-delà des milieux les plus rétrogrades, montre que les parents n'attendent pas de bienveillance pour leurs enfants de la part des autorités qui dirigent l'école.

Mais il faudrait s'attaquer aux vrais « tabous »!

Comment se fait-il que les enfants des classes populaires risquent fort de sortir de l'école sans avoir appris à lire correctement ?

Qu'en est-il des cours de mathématique ou de français qui n'ont pas lieu parce que les écoles manquent d'enseignants?

Pourquoi on ne parle pas de la précarité des enseignants ? Dont même après 10 ans d'activité, beaucoup n'ont toujours pas de CDI et doivent se répartir entre plusieurs écoles ?

Pourquoi n'y a-t-il pas de mobilisation contre les classes surpeuplées, les bâtiments scolaires délabrés, impossibles à chauffer, où il manque des toilettes et même du savon ?



L'extrême droite et les intégristes religieux tentent de mobiliser sur le terrain EVRAS car il ne coûte rien aux capitalistes, alors qu'une mobilisation urgente devrait se faire pour augmenter les budgets de l'éducation en réduisant les subventions aux grandes entreprises et à l'armement.

Quant aux ministres qui se disent « choqués » de l'accueil du programme EVRAS, ils n'ont absolument pas à cœur de donner aux enfants les outils pour une vie épanouie! Bien au contraire!

Quand dans les années 80 le chômage s'est installé durablement et que les entreprises n'avaient plus besoin d'autant de jeunes formés, ils ont commencé à faire des économies sur les écoles.

Quand en 2008, il a fallu sauver les banques, ils ont trouvé l'argent... au détriment de tout ce qui est utile à la population, dont les hôpitaux et les écoles.

Quant au moment du Covid, il fallait réduire la circulation du virus, ils n'ont pas doublé les embauches pour faire de plus petites classes, ils ont confiné les jeunes à domicile, les laissant souvent sans enseignement tout court. Quand il fallait que leurs parents retournent travailler pour que les entreprises puissent faire du profit, ils ont renvoyé les enfants dans les classes surpeuplées en prenant délibérément des risques sur leur santé.

La priorité des gouvernements n'a jamais été le bien-être des enfants des classes populaires, cela a toujours été l'intérêt des capitalistes.

Et aujourd'hui? Aujourd'hui, les capitalistes, les ministres, laissent le chômage pourrir la vie des jeunes, pendant qu'ils jouent l'avenir de l'humanité à la bourse et préparent à nouveau la guerre.

Les moyens qui devraient servir à l'école servent aux dépenses d'armement.

L'école elle-même prépare les jeunes à la guerre, avec l'ouverture des branches des « métiers de la Défense, de la prévention et de la sécurité ».

Quelle vie relationnelle, affective et sexuelle les jeunes pourront attendre dans cette société, quelle vie tout court ?

Il n'y a qu'à voir le sort de la jeunesse ukrainienne et russe.

Non, la seule voie pour les jeunes et moins jeunes, c'est de se préparer à renverser le pouvoir capitaliste!

## Soumission à Dieu... ou au curé ?

Depuis des années - de tout temps - une partie des « gens d'église » exercent des pressions et des violences sexuelles sur les enfants, voire les adultes, surtout les femmes.

Depuis quelque temps les langues se délient et il se révèle au grand jour qu'une grande partie des dirigeants des églises, y compris des papes, couvraient ces méfaits... quand ils n'y participaient pas!

Derrière leur belle morale, le seul pardon qu'ils défendent est celui de leurs actes dégueulasses.

### **Dans les entreprises**

### Réactions aux attaques dans l'automobile

#### **Volvo Gand**

## 7 secondes ... pour travailler plus

La direction de Volvo Cars à Gand a décidé début septembre de diminuer la vitesse à la chaîne de montage de 7 secondes. On va souffler ?

Eh bien non ! Les 7 secondes ont en réalité servi de prétexte pour supprimer des postes et envoyer des collègues ailleurs, remplacer des anciens qui sont partis.

Ainsi, au lieu de souffler, des ouvriers se retrouvent avec deux postes à faire en plus et la course est permanente.

La charge de travail, l'épuisement sont doublés, voire triplés.

Pour les actionnaires, cela revient à faire faire autant de production ou presque, en payant bien moins de salaires. Bref, ils augmentent leurs profits avec notre sueur.



# 7 secondes et une première opposition

Dans un atelier, des ouvriers ont dit non.

Non à cette augmentation de la charge de travail !

Non à cet épuisement supplémentaire.

Non à cette attaque de la direction. Non !

Ils se sont arrêtés de travailler pendant 20 minutes pour exprimer leur refus et leur mécontentement.

Un arrêt de travail de 20 minutes ne suffit certainement pas à faire changer la direction d'avis.

Mais un premier arrêt de travail, c'est un signe. Le signe que certains dans l'entreprise sont conscients d'une chose : la seule limite à l'exploitation, ce sera les ouvriers euxmêmes qui la mettront. La seule défense des travailleurs, c'est de contre-attaquer dans la lutte que leur mènent les patrons.

Ces ouvriers ont montré la seule voie à suivre.

Beaucoup d'autres ont entendu parler de cet arrêt, ils ont pensé qu'ils avaient eu raison, ils ont cherché à savoir combien ils étaient à l'atelier des contestataires.

En réalité, la majorité des travailleurs le sentent : si on se laisse faire, on va tout perdre, sa santé et tout son pouvoir d'achat.

# États-Unis : grève dans l'automobile

Depuis le 15 septembre, la centrale syndicale des ouvriers de l'automobile, l'United Auto Workers (UAW), a entamé un bras de fer avec les trois grands constructeurs historiques des États-Unis: General Motors, Ford, et Stellantis.

Pour la première fois, l'UAW a démarré une grève touchant simultanément ces « trois grands ». Depuis que Shawn Fain a été élu président de l'UAW au printemps, la direction syndicale a adopté un langage combatif, préparant ses 150 000 adhérents de l'automobile à se mobiliser pour appuyer les négociations des contrats de travail collectifs de

quatre ans, ceux-ci arrivant à expiration le 14 septembre.

Mettant en avant les 250 milliards de dollars de bénéfices réalisés par les « trois grands » sur le marché nord-américain ces dix dernières années et les sacrifices consentis par les ouvriers, notamment suite à la crise de 2008, le syndicat a exprimé des revendications très largement partagées par ses adhérents.

Il réclame une hausse de 46% des salaires sur les quatre années à venir pour faire face à l'inflation prévisible, rattraper les 20 % de l'inflation passée, ainsi que pour compenser les pertes subies par les ouvriers licenciés puis réembauchés à des taux horaires souvent inférieurs d'un tiers.

Le syndicat réclame aussi le retour de l'allocation compensatrice de l'inflation (COLA), à laquelle il avait renoncé en 2007 sous la pression du patronat.

Enfin, au nom de l'unité des travailleurs, l'UAW exige la fin du statut dérogatoire (« tiers », accepté lors des contrats précédents) que connaissent les nouveaux embauchés et les intérimaires, payés bien moins que leurs collègues et ne bénéficiant pas de la même retraite ni de la même couverture médicale.

Ces derniers mois, l'UAW a popularisé ces revendications, en rappelant les grèves avec occupation d'usines des années 1930 qui avaient imposé les syndicats aux plus grandes entreprises. Ses dirigeants parlent à nouveau de classe ouvrière, en appelant au « combat d'une génération ».

Nul doute que la grande majorité des membres de l'UAW se retrouvent dans les revendications de leur syndicat et savent qu'une grève importante est nécessaire pour faire plier les constructeurs. En face, le patronat et ses relais politiques ont dénoncé ces revendications comme excessives et prétendu qu'une grève mettrait l'économie en péril.

Pourtant il n'est même pas question de recréer les emplois qui ont été détruits par dizaines de milliers, ce qui permet aux patrons de faire plus de profit sur chaque véhicule et explique les bénéfices gigantesques accumulés. Il n'est pas question non plus d'alléger les horaires de travail harassants et les cadences qui détruisent la santé des ouvriers.

Pour l'instant, les « trois grands » n'ont proposé que des miettes aux négociateurs de l'UAW, tandis que ceux-ci voudraient augmenter progressivement la pression gréviste avant d'obtenir des contrats qu'ils

pourraient soumettre au vote des syndiqués. La grève n'est légale qu'au moment du renouvellement de ces contrats et seule une petite partie des syndiqués a été appelée pour l'instant à l'action, tandis que la caisse de grève du syndicat indemnise partiellement les grévistes.

L'UAW n'organise la grève que dans une seule usine de chacun des « trois grands », avec des piquets de grève tournants qui ne mobilisent chacun des 13 000 grévistes qu'une seule fois par semaine. Dans sa tactique pour renforcer sa position face à des constructeurs riches à milliards, et appuyés sur leurs actionnaires financiers de Wall Street, Shawn Fain a averti les adhérents de l'UAW qu'ils doivent se tenir prêts à répondre

lorsque que le syndicat appellera de nouvelles usines à rejoindre la grève.

La direction de l'UAW contrôle donc de bout en bout ce mouvement, dont elle a l'initiative. Les travailleurs membres du syndicat ont été consultés sur l'opportunité d'une grève et l'ont approuvée, même si sa conduite leur échappe totalement. Elle est certainement vue avec sympathie bien au-delà des rangs de l'UAW. Les ouvriers de l'automobile peuvent trouver des alliés dans tout le monde du travail, syndiqué ou non

LO France 22 septembre 2023

25/09 Les négociations auraient avancé avec Ford, le syndicat appelle à étendre la grève chez General Motors et Stellantis.

### Attaques dans la grande distribution

### Menaces sur les emplois

Après la fermeture des magasins Makro, les plans de franchisation chez Mestdagh puis chez Delhaize, les fermetures chez Dreamland et Dreambaby, c'est maintenant le groupe Louis Delhaize qui annonce fermer ses magasins Match et Smatch en Belgique.

690 travailleurs de la logistique et des autres magasins risquent d'être licenciés.

Quant aux 57 magasins repris par Colruyt ils pourraient bien être franchisés, avec les reculs sur les conditions de travail et les salaires qui accompagnent la franchisation.

Alors que le secteur a fait des bénéfices records pendant le confinement, les capitalistes font maintenant payer la crise et la réorganisation du secteur de la distribution aux travailleurs par des licenciements et par l'aggravation des conditions de travail. C'est révoltant!

La concurrence entre capitalistes est intense dans le secteur de la distribution et cette attaque risque de ne pas être la dernière. On parle déjà de l'arrêt potentiel des hypermarchés Cora qui emploient 2 119 travailleurs.

Makro, Mestdagh, Delhaize, Dreamland et Dreambaby et maintenant Match et Smatch, les capitalistes attaquent les travailleurs de la distribution les uns après les autres.

La seule manière de se défendre est d'unir nos luttes entre magasins, entre enseignes et finalement entre tous les secteurs, pour faire reculer le patronat!

# Des millions pour Colruyt, rien pour les travailleurs

Les travailleurs de Colruyt n'ont pas reçu de prime de participation au bénéfice cette année car, soi-disant, « le résultat de l'entreprise aurait été trop faible ».

Pourtant de l'argent, il y en a ! Le groupe vient d'acquérir 57 magasins Match et Smatch en Belgique.

En plus, Colruyt vient d'empocher 600 à 700 millions d'euros avec la vente du parc éolien Parkwind et la famille Colruyt touchera de surcroît 500 millions d'euros dans l'opération (via son holding Korys) grâce à la vente de ses participations.

Il est temps que ces millions servent à payer les factures de ceux qui se cassent le dos tous les jours au travail et qui subissent les cadences et les heures supplémentaires, et pas à grossir les comptes en banque de quelques exploiteurs!

Cela, il faudra l'imposer par nos luttes!



# Delhaize : toujours plus de pression

En même temps que les attaques contre les travailleurs, le groupe Ahold Delhaize augmente la pression sur les petits patrons des magasins franchisés.

Le groupe impose un nouveau contrat très défavorable aux franchisés. Ils devront par exemple verser 4% de leur chiffre d'affaires à Ahold Delhaize. Et si ce n'est pas respecté, la sanction tombe et c'est 15% du chiffre d'affaires annuel qui va dans les poches de Ahold!

Qui va payer tout cet argent que les petits patrons des magasins devront envoyer au groupe? Cela se répercutera nécessairement sur les travailleurs des magasins par une aggravation des conditions de travail, des salaires et des cadences et sur le prix des produits!

### Une prime ridicule

La direction de Delhaize propose une prime de 10 000 euros pour pousser les travailleurs à prendre une pension anticipée.

Cette proposition est ridicule et méprisante pour tous les travailleurs concernés quand on voit les 2,5 milliards de bénéfice en 2022 de Ahold Delhaize.

Le message de Delhaize est clair : prends mes miettes et dégage !

### Ils pillent les travailleurs



L'Etat est allé chercher le nouveau CEO de Bpost (Chris Peeters) avec une prime de 250 000€, l'équivalent de plus de 6 années de travail

payé au salaire moyen! Et encore, ce n'est qu'une des nombreuses primes prévues, sans parler du salaire annuel qui dépasse le million d'euros.

Mais ce sont des miettes en comparaison de ce que reçoivent les actionnaires de Bpost, groupes médiatiques et groupes de consultance. Subsidiée à hauteur d'environ 270 millions d'euros par an, Bpost fait des bénéfices annuels qui dépassent les 100 millions!

Les subventions terminent aussi dans les poches des cinq groupes qui en Belgique se partagent les plus grands journaux dont la distribution est subsidiée par l'argent public que reçoit Bpost. Ou dans celles de McKinsey - où Chris Peeters a travaillé - l'entreprise « de conseil » qui a pendant des années bénéficié de contrats de plusieurs millions d'euros sans appel d'offres.

Face à ces scandales qui durent depuis des années, même les 75 millions d'euros que Bpost devra peut-être rembourser à l'Etat pèsent peu.

D'où vient tout cet argent distribué aux actionnaires et grands groupes, et qui laisse d'onéreux pourboire au CEO? De la population et du travail des facteurs et des autres employés de plus en plus exploités.

## Avery Dennison : licenciements et profits



Lors d'un débrayage en mars 2023

En mars dernier, la direction de l'usine Avery Dennison (ex MacTac) à Soignies avait annoncé son intention de supprimer 245 emplois sur 556. Aujourd'hui environ 60 travailleurs ont été licenciées et 40 autres ont décidé de quitter cette entreprise qui licencie alors qu'elle réalise des profits.

Spécialisée dans la production d'emballages et d'adhésif, Avery Dennison a réalisé 2 milliards d'euros de bénéfices sur les trois dernières années. Elle fait partie des plus grandes entreprises au monde. L'entreprise a les moyens de maintenir les salaires de tous les travailleurs.

Pendant ce temps, Julia A. Stewart, membre du conseil d'administration de l'entreprise, gagnait un million de dollars en vendant en bourse 5 633 actions Avery Dennison.

Même saucissonnés, ces licenciements sont inadmissibles.

#### Manifestons le 5 octobre !



Les syndicats, ainsi que différentes associations, appellent à une manifesta-

tion nationale le 5 octobre pour faire pression contre le vote de la « loi anti-casseurs » qui prévoit notamment une peine d'interdiction de manifester.

Cette loi vise à réprimer encore plus les contestations. Elle n'est pas avancée au hasard : la crise du capitalisme s'aggrave, les attaques contre les travailleurs se multiplient et le risque de guerre généralisée augmente. L'État se prépare donc à réprimer les contestations populaires à venir.

Au-delà de l'opposition à la loi Van Quickenborne, cette manifestation est l'occasion de montrer que nous sommes nombreux à ne pas être d'accord avec la montée de l'autoritarisme de l'État, pas d'accord avec les nouveaux sacrifices qui sont continuellement exigés aux travailleurs, pas d'accord avec l'orientation que prend le monde sous la direction du capitalisme qui s'enfonce vers la guerre.

Une manifestation ne suffira pas à faire reculer patrons et gouvernements, mais saisissons l'occasion pour préparer les vraies luttes qui sont devant nous.

### **International**

## Guerre en Ukraine : partie pour durer ?

Le Premier ministre De Croo est revenu sur la décision de ne pas envoyer en Ukraine les vieux avions de combat F-16 de l'armée belge. Il envisagerait d'en envoyer « à terme », dans 2 à 4 ans, quand l'entreprise Lockheed Martin aura finalement livré la trentaine de F-35 achetés par le gouvernement Michel pour près de 4 milliards d'euros. Cette déclaration ne coûte pas grand-chose à De Croo. Elle lui permet de donner le change à l'OTAN, sans trop se mouiller. Car les F-35 tardent à être livrés, et le prochain gouvernement devra encore trouver les budgets...

Mais surtout, De Croo annonce que lui et ses semblables misent sur une guerre qui durera encore des années! « Est-ce que l'Ukraine aura besoin de matériel pour se défendre dans les dix ans qui viennent? Ça, c'est probable. » déclare-t-il avec cynisme à la presse.

De Croo, comme ses homologues de l'OTAN, se moque bien des ravages que fait cette guerre et des centaines de milliers de morts en Ukraine et en Russie. Car si l'OTAN soutient et arme Zelenski sous prétexte d'aider la population ukrainienne, c'est avant tout pour utiliser cette dernière comme chair à canon pour affaiblir la Russie, tout en ayant en vue les marchés de fournitures et de reconstruction de l'Ukraine, au profit des multinationales occidentales.

### Le blé n'a pas d'odeur



Avec la guerre en Ukraine et le blocus maritime en Mer Noire, les gros exportateurs de grain (blé, maïs, colza) venant d'Ukraine font maintenant passer le grain par voie terrestre par les pays d'Europe de l'Est.

Ces exportateurs, au lieu de livrer ce grain dans les pays du sud de la Méditerranée, en ont vendu une partie dans les pays de transit (Pologne, Roumanie, Bulgarie, etc.) au détriment des productions locales, faisant brutalement chuter leur prix de vente et mettant à mal de nombreux agriculteurs et petits paysans.

L'opportunisme des capitalistes pour s'enrichir n'a pas de limite, pas de morale et ne tient même pas compte des intérêts diplomatiques des pays en guerre. Ce qui fait que le gouvernement polonais a réagi en disant ne plus livrer d'armes à l'Ukraine. Mais cela ne protègera pas les paysans polonais ni le reste des populations des exactions des capitalistes.

## Lampedusa et la barbarie du capitalisme



Les dirigeants européens sont affolés par l'arrivée de 11 000 migrants sur l'île de Lampedusa. Ce qui est vraiment affolant, c'est l'incapacité du capitalisme à assurer le minimum vital aux huit milliards d'êtres humains sur la planète!

Leur système n'est que pillage, exploitation et gâchis insensé, auxquels s'ajoutent mille et une persécutions. Et le problème viendrait des plus démunis qui tentent d'échapper à la misère et aux guerres ?

Ne tombons pas dans le piège de la division! Accueillons les migrants, ils deviendront des travailleurs à nos côtés

### L'un bénit, les autres enferment

Accueilli en superstar à Marseille, le pape de l'église catholique a défendu le respect et l'accueil des migrants.

Va-t-il excommunier Madame de Moore, secrétaire à l'Asile et à la Migration du parti chrétien CD&V qui ne semble pas avoir entendu son chef spirituel et refuse de loger et accueillir les migrants de façon humaine, surtout les hommes seuls ?

#### Iran: les femmes résistent

Quatre jours après le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs pour un voile mal ajusté, le pouvoir iranien fait tout pour briser les femmes qui continuent à résister et sortir tête nue.

Les députés ont approuvé la mise en œuvre du « projet de loi sur le hijab et la chasteté » qui prévoit des sanctions financières pour tout texte qui « promeut la nudité » ou « se moque du hijab » et 5 à 10 ans de prison pour « ne pas porter de voile ou porter des vêtements inappropriés ».

Depuis fin 2022, les rassemblements se sont arrêtés, mais beaucoup de femmes continuent, par défi, à circuler ou à travailler sans porter le voile. À nouveau, cette police honnie de la population les traque.

Les dirigeants de la république islamique voudraient briser la détermination de celles qui tiennent bon. et s'acharnent d'autant plus sur elles que l'inflation, les pénuries, le retard de paiement des salaires et la sécheresse rendent insupportable la vie des classes populaires. Ils redoutent d'autant plus une révolte générale qu'ils ont largement perdu leur base populaire.

## **Grèce : une offensive contre les travailleurs**

Depuis la crise de 2008, le patronat et le gouvernement grec ont intensifié les coups contre les travailleurs. Les patrons font bien peu de cas de ce qui reste de droit social en Grèce. Et le gouvernement va maintenant légaliser et approfondir ces reculs avec le nouveau projet de loi travail dont chaque article est une attaque contre les droits des travailleurs.

Dans cette dernière loi, la semaine de travail légale passe à six jours, au lieu de cinq. Les travailleurs, même à temps plein, sont maintenant autorisés à cumuler plusieurs emplois. Bien sûr, près d'un salarié sur six y recourt déjà, vu la faiblesse des salaires et un salaire minimum bien insuffisant à 780 euros par mois - peu respecté par les patrons d'ailleurs. Et plus rien n'empêche désormais des journées de treize heures de travail.

Le gouvernement grec introduit aussi le contrat « zéro heure » : le travailleur embauché devrait attendre l'appel du patron quand celui-ci le juge bon, au plus tard 24 heures avant la prise du travail, seul le temps effectivement travaillé étant rémunéré.

Quant au droit de grève, déjà bien limité par l'obligation d'un vote de 50% des syndiqués pour que le mouvement soit légal, il devrait l'être encore davantage. La future loi ouvre la porte à d'autres limitations totalement arbitraires du droit de grève, interdit les piquets et prévoit des peines de six mois de prison et des amendes d'au moins 5 000 euros.

Le gouvernement de droite dirigé par Mitsotakis n'invente rien. D'autres, de droite ou de gauche, comme Syriza, ont accepté de jouer, contre les travailleurs, le rôle de courroie de transmission de la politique des patrons, de Grèce et d'ailleurs.

Mitsotakis fait un pas de plus en affichant son mépris et sa volonté

de mettre au pas la population. Le ministre Georgiadis chargé de cette offensive n'a pas été choisi par hasard : c'est un ex-membre d'un ancien parti d'extrême droite, viscéralement hostile aux travailleurs.

Ce projet est une vraie provocation. D'après LO France

### Le naufrage de Syriza

Syriza, le parti de gauche grec, va élire prochainement son prochain président. Son ancien président, Alexis Tsipras, a dû démissionner après une nouvelle déconvenue aux élections de mai.

Élu en 2015 sur la promesse de s'opposer aux diktats de l'Union européenne, Tsipras a cédé et trahi en acceptant de faire peser sur la population tout le poids des économies exigées par les financiers. Tsipras et les dirigeants de Syriza ont choisi leur camp: celui du grand capital.

Les années du gouvernement Tsipras de 2015 à 2019 ont laissé le souvenir d'un chômage massif, de fermetures d'entreprises, de services publics de plus en plus dégradés, de salaires et de retraites amputés et de répression.

Le naufrage de Syriza ne s'arrête pas là. Son futur président Stefanos Kasselakis est un ancien banquier de Goldman Sachs, il a fait campagne pour Joe Biden et il se pâme devant « l'esprit d'entreprise » ...

## Haut-Karabakh : ravages nationalistes

Depuis l'effondrement de l'URSS dont faisaient partie l'Arménie et l'Azerbaïdjan - et le retour des frontières nationales, les pouvoirs de ces deux pays se disputent l'hégémonie dans cette région du Caucase.

En plus, d'un côté la Turquie soutient et arme l'Azerbaïdjan, de l'autre la Russie, affaiblie, ne remplit plus sa promesse de soutenir l'Arménie.

Depuis 30 ans, la guerre n'a pas cessé, plus ou moins intense, avec des dizaines de milliers de morts. La dernière offensive de l'Azerbaïdjan a mis fin à la sécession de l'enclave du Haut-Karabakh en territoire azerbaïdjanais, mais peuplé en majorité d'arméniens. Les arméniens du Haut-Karabakh craignent maintenant des pressions et expulsions massives.

L'URSS était une dictature, la bureaucratie au pouvoir accaparait une bonne part des richesses produites, mais les peuples n'y connaissaient pas les guerres nationalistes. Le retour dans le giron capitaliste a aggravé la situation des peuples, ajoutant à l'exploitation et la misère les affrontements nationalistes des bandes rivales qui accaparent les territoires et le pouvoir.

## Maroc : tragédie capitaliste

Le séisme au Maroc est une catastrophe naturelle devenant une tragédie humaine dans une société capitaliste.

Le risque de séisme et la fragilité des maisons étaient connus. Mais le roi, sa famille et derrière lui les bourgeoisies marocaine et française, avaient fait le choix de ne pas imposer de normes antisismiques dans la construction des logements.

Les sinistrés marocains ont dû compter surtout sur l'aide et le courage des travailleurs marocains et de leurs familles, y compris à l'étranger.

Face à la misère de cette société, les travailleurs se serrent les coudes et il faudra la renverser pour construire un avenir.

## Suivez-nous sur Facebook :

#### **Lutte Ouvrière Belgique**

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications!